

Cote du document:	EB 2015/LOT/P.36/Rev.1
Date:	30 décembre 2015
Distribution:	Publique
Original:	Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Mémoire du Président

Proposition de prêt supplémentaire à la
République populaire du Bangladesh pour le
Projet d'infrastructure côtière résistante
aux aléas climatiques

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Hubert Boirard
Chargé de programme de pays
Division Asie et Pacifique
téléphone: +39 5459 2298
courriel: h.boirard@ifad.org

Transmission des documents:

Alessandra Zusi Bergés
Responsable du
Bureau des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2092
courriel: gb_office@ifad.org

Pour: Approbation

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de financement en faveur de la République populaire du Bangladesh pour le Projet d'infrastructure côtière résistante aux aléas climatiques, telle qu'elle figure au paragraphe 21, ainsi que les modifications de l'accord de financement indiquées au paragraphe 17.

Proposition de prêt supplémentaire à la République populaire du Bangladesh pour le Projet d'infrastructure côtière résistante aux aléas climatiques

I. Contexte et justification

1. Le Projet d'infrastructure côtière résistante aux aléas climatiques a été approuvé par le Conseil d'administration en avril 2013 (EB 2013/108/R.9/Rev.1). Le financement du projet se composait comme suit: i) un prêt du FIDA, d'un montant de 26,1 millions de DTS (équivalant à 39,5 millions d'USD), un don du FIDA, d'un montant de 660 000 DTS (équivalant à 1 million d'USD); et ii) un cofinancement de la Banque asiatique de développement (BAD), de la Banque de développement KfW et du gouvernement, à hauteur de 50 millions d'USD, 8,8 millions d'USD et 31,2 millions d'USD, respectivement. Le projet a été approuvé avec un déficit de financement d'environ 19,5 millions d'USD, étant donné que le montant demandé par le Bangladesh était plus élevé que l'allocation disponible à ce moment-là au titre du Système d'allocation fondé sur la performance (SAFP). Par conséquent, une proposition complémentaire devait être présentée au Conseil d'administration pour approbation, à un stade ultérieur, lorsque des ressources supplémentaires deviendraient disponibles au titre du SAFP.
2. Compte tenu de la performance satisfaisante du portefeuille du Bangladesh, un montant supplémentaire d'environ 19,5 millions d'USD destiné à combler ce déficit a été alloué au Projet d'infrastructure côtière résistante aux aléas climatiques au titre du cycle SAFP en cours. Les concepts, composantes, sous-composantes, postes de dépenses, analyse coût-avantages, matrice de résultats, système de suivi-évaluation et dispositions institutionnelles du projet restent inchangés.
3. Dans le présent mémorandum, le Conseil d'administration est invité à approuver l'utilisation du financement supplémentaire d'un montant de 14,25 millions de DTS (équivalant approximativement à 19,5 millions d'USD) alloué au titre du cycle 2013-2015 du SAFP).

II. État d'avancement du projet

4. La finalité du Projet d'infrastructure côtière résistante aux aléas climatiques est d'améliorer les moyens d'existence des ménages pauvres (dirigés par une femme ou dirigés par un homme) dans les upazila (sous-districts) sélectionnés de 12 districts côtiers du Sud-Ouest. Le projet est articulé en trois composantes, à savoir: i) amélioration de la connectivité des routes; ii) amélioration des services de marché; et iii) capacité accrue d'adaptation au changement climatique.
5. Jusqu'à aujourd'hui la performance du projet a été très satisfaisante. Vingt-huit mois après l'entrée en vigueur, le don et le prêt avaient été décaissés à hauteur de 41% et 33%, respectivement. En outre, les contrats représentant 83% du financement restant du projet ont été signés ou sont déjà en cours d'exécution.

6. À ce jour, toutes les activités liées au démarrage et à l'opérationnalisation du projet ont été réalisées sans encombre. Les ressources humaines, le matériel, la stratégie et les principales passations de marchés ont été gérés d'une manière très satisfaisante.
7. En ce qui concerne la composante 1, le travail de terrain est déjà en cours sur 118 routes, ce qui représente une distance de 218 km. La plupart des activités de construction de routes seront achevées d'ici à décembre 2015 (41%).
8. S'agissant de la composante 2, sur un nombre total de 197 contrats, 140 (71%) ont déjà été signés avec les sociétés à contrat de travail collectif (SCT) aux fins de la construction, ou l'amélioration, de marchés. Jusqu'ici, 79 marchés (40%) ont été achevés et livrés au Comité de gestion des marchés. Il est prévu que tous les marchés soient prêts à être livrés d'ici à décembre 2016.
9. Pour ce qui est de la composante 3, toutes les activités planifiées sont déjà en cours: i) la création d'une radio rurale dont l'objectif est de diffuser des informations sur les catastrophes, le changement climatique et l'agriculture à l'intention des groupes cibles a débuté avec quatre opérateurs privés; et ii) trois travaux de recherche sont en cours sur les thèmes suivants: a) dispositifs de protection des terrains en pente, susceptibles de résister aux aléas climatiques; b) perspectives en matière de gestion durable des déchets; et c) protocoles de tests de qualité applicables aux opérations de remise en état des routes et des marchés.
10. L'enquête de référence et les enquêtes associées au Système de gestion des résultats et de l'impact (SYGRI) ont été menées à bien. L'approche de ciblage des ménages les plus pauvres et l'approche visant la prise en compte des questions de parité hommes-femmes sont particulièrement pertinentes et efficaces. Aujourd'hui, du point de vue de l'emploi, le projet a déjà généré 259 900 journées de travail rémunérées, qui ont fourni un revenu moyen de 132 USD (10 296 taka) par personne aux 3 365 femmes et hommes bénéficiaires. La stratégie de retrait du projet est précisément définie et les effets de synergie avec les autres programmes financés par le FIDA ont été conçus de manière à mieux rattacher les bénéficiaires au système de finance rurale et aux acteurs des filières.
11. S'agissant de la stratégie convenue lors de la dernière mission de supervision, effectuée en mai 2015, tous les travaux relatifs aux infrastructures seront achevés d'ici à la fin de 2017, afin que les efforts puissent être concentrés sur les services et la durabilité de ces investissements ruraux à compter de 2018. Le déficit de financement du projet, d'un montant de 19,5 millions d'USD, doit maintenant être comblé afin de ne pas ralentir le rythme de l'exécution du projet.

III. Coût et financement du projet

12. Le financement supplémentaire d'un montant de 14,25 millions de DTS (équivalent approximativement à 19,5 millions d'USD), octroyé sous la forme d'un prêt à des conditions particulièrement favorables, sera réparti entre toutes les activités et catégories de dépenses du projet.

Tableau 1
Coût du projet par composante et par source de financement
(en millions d'USD)

Composante	BAD, y compris prêt et don du Fonds stratégique pour le climat (SCF)	Prêt 1 du FIDA	Prêt 2 du FIDA	Don du FIDA	KfW	Gouver- nement	Total
	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant
A. Amélioration de la connectivité des routes							
i) Amélioration des routes d' <i>upazila</i>	28,6	-	-	-	-	6,3	34,9
ii) Amélioration des routes de circonscriptions et de villages	-	32,8	17,5	-	-	11,8	62,1
Sous-total:	28,6	32,8	17,5	-	-	18,1	97,0
B. Amélioration des services de marché							
i) Amélioration des centres de croissance et des grands marchés	9,2	-	-	-	-	2,1	11,2
ii) Amélioration des marchés communautaires	-	5,5	1,5	-	-	1,4	8,4
Sous-total:	9,2	-	1,5	-	-	3,5	19,6
C. Capacité accrue d'adaptation au changement climatique							
i) Renforcement des capacités et gestion des savoirs	0,8	0,3	0,1	1,0	0,2	0,3	2,7
ii) Amélioration des abris en cas de catastrophe climatique	-	-	-	-	7,3	1,5	8,8
Sous-total	0,8	0,3	0,1	1,0	7,5	1,8	11,5
D. Gestion du projet	10,8	0,9	0,4		1,3	6,4	19,7
Coût total du projet	49,3	39,5	19,5	1,0	8,8	29,8	147,9
Intérêts pendant l'exécution	0,7	-	-	-	-	1,5	2,2
Total du montant décaissé	50,0	39,5	19,5	1,0	-	31,2	150,0

13. Le tableau 2 présente une ventilation des coûts par catégorie de dépenses.

Tableau 2
Montants indicatifs du coût du projet par catégorie de dépenses et par source de financement
(en millions d'USD)

Catégorie de dépenses	BAD (y compris prêt et don du SCF)		Prêt 1 du FIDA		Prêt 2 du FIDA		Don du FIDA		KfW		Gouvernement		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
I. I. Dépenses														
A. Travaux de génie civil														
Routes d'upzila	28,6	85,1	-	-	-	-	-	-	-	-	5,0	15,0	33,6	22,4
Routes de circonscriptions, de villages et de blocs	-	-	32,8	55,4	17,5	29,6	-	-	-	-	8,9	15,0	59,3	39,5
Centres de croissance et grands marchés	9,2	85,2	-	-	-	-	-	-	-	-	1,6	15,0	10,8	7,2
Marchés villageois et points de collecte	-	-	5,1	67,5	1,3	17,5	-	-	-	-	1,1	15,0	7,6	5,1
Plateformes de débarquement (Ghats)	-	-	0,4	62,5	0,1	22,5	-	-	-	-	0,1	15,0	0,6	0,4
Abris en cas de catastrophe climatique	-	-	-	-	-	-	-	-	7,3	85,0	1,3	15,0	8,5	5,7
Sous-total	37,8	31,4	38,3	31,8	19,0	15,8	-	-	7,3	6,0	18,1	15,0	120,4	80,3
B. Véhicules et matériel														
Véhicules	0,8	67,3	0,1	7,7	-	-	-	-	-	-	0,3	25,0	1,3	0,8
Matériel de terrain	0,5	54,8	0,3	25,2	-	-	-	-	-	-	0,2	20,0	1,0	0,7
Matériel de bureau	0,2	65,9	0,0	14,1	-	-	-	-	-	-	0,0	20,0	0,2	0,2
Sous-total	1,5	60,0	0,4	15,4	-	-	-	-	-	-	0,6	22,5	2,5	1,7
C. Services de consultants														
Internationaux	2,8	92,7	-	-	-	-	-	-	0,2	7,3	-0,0	-0,0	3,0	2,0
Nationaux	3,1	56,7	0,4	7,1	0,4	6,5	-	-	0,8	14,8	0,8	15,0	5,4	3,6
Personnel d'assistance	1,5	78,4	-	-	-	-	-	-	0,1	6,6	0,3	15,0	1,9	1,3
Matériel, enquêtes et dépenses de fonctionnement	1,0	77,3	-	-	-	-	-	-	0,1	7,7	0,2	15,0	1,3	0,9
Sous-total	8,4	71,9	0,4	3,3	0,4	3,0	-	-	1,3	10,7	1,3	11,1	11,7	7,8
D. Formations, ateliers, études	1,6	43,5	0,3	7,8	0,0	1,2	1,0	27,8	0,3	8,9	0,4	10,8	3,6	2,4
E. Achat de terrains	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3,0	100,0	3,0	2,0

Catégorie de dépenses	BAD (y compris prêt et don du SCF)		Prêt 1 du FIDA		Prêt 2 du FIDA		Don du FIDA		KfW		Gouvernement		Total	
	Montant		Montant		Montant		Montant		Montant		Montant		Montant	
		%		%		%		%		%		%		%
F. Personnel et coûts de fonctionnement du Département du génie de l'administration locale (LGED)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total des dépenses d'investissement	49,3	13,7	39,4	27,9	19,4	13,7	1,0	0,7	8,8	6,3	23,3	16,5	141,2	94,1
II. Dépenses de fonctionnement														
A. Entretien des infrastructures														
Routes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4,2	100,0	4,2		2,8
Marchés	-	-	0,0	1,7	0,0	1,1	-	-	-	0,6	97,2	0,7		0,4
Abris en cas de catastrophe climatique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,2	100,0	0,2		0,1
Sous-total	-	-	0,0	0,2	0,0	0,1	-	-	-	-	5,0	99,6	5,0	3,4
B. Salaires et primes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1,4	100,0	1,4	0,9
C. Fonctionnement et entretien des véhicules	-	-	0,1	45,6	0,1	39,4	-	-	-	-	0,0	15,0	0,2	0,2
Total des dépenses de fonctionnement	-	-	0,1	1,8	0,1	1,5	-	-	-	-	6,5	96,7	6,7	4,4
Total du coût du projet	49,3	50,0	39,5	26,7	19,5	13,2	1,0	0,7	8,8	6,0	29,8	20,1	147,9	98,6
Intérêts pendant l'exécution	0,7	31,8	-	-	-	-	-	-	-	1,5	68,0	2,2	1,4	
Total du montant décaissé	50,0	33,3	39,5	26,3	19,5	13,0	1,0	0,7	8,8	5,9	31,2	20,8	150,0	100,0

GT

IV. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

14. Gestion financière. L'unité de gestion du projet actuellement en charge de l'exécution du Projet d'infrastructure côtière résistante aux aléas climatiques sera responsable de la gestion financière des fonds du projet, en conformité avec les clauses juridiques et avec les directives du FIDA. La dernière mission de supervision, qui a eu lieu en mai 2015, a permis de constater que la performance du projet en matière de gestion financière était plutôt satisfaisante. En outre, l'efficacité dans ce domaine devrait progresser considérablement grâce à l'installation récente d'un logiciel de comptabilité inspiré des meilleures pratiques et à l'organisation d'une formation destinée au personnel du niveau central et du niveau du district qui sera achevée d'ici à la fin de l'année, sur l'utilisation du logiciel. Celui-ci sera employé pour enregistrer toutes les dépenses du projet par instrument de financement et par source de financement. Il donnera au personnel du projet la possibilité de suivre les dépenses en relation avec l'accord de financement et le plan de travail et budget annuel, et de générer automatiquement des rapports financiers intermédiaires, les états financiers annuels et les demandes de retrait permettant le décaissement des fonds du FIDA. Le système de contrôle interne déjà en place est satisfaisant. L'équipe du projet chargée des finances se compose d'un personnel suffisant et doté d'une palette de compétences adaptée, et la séparation des rôles dans les processus d'approbation des dépenses y est assurée. L'examen le plus récent des risques liés à la gestion financière, effectué en mai 2015, a permis de constater que le risque associé aux contrôles internes et à la dotation en personnel était faible. Le risque global dans ce domaine a été jugé moyen et il devrait être limité par la mise en œuvre d'un système d'information financière modernisé, comme indiqué plus haut.
15. Flux de fonds. Calqué sur les dispositions relatives aux flux de fonds du prêt existant, l'acheminement depuis le FIDA des fonds du projet fournis au titre du prêt supplémentaire se fera au moyen d'un nouveau compte spécial ouvert à la Banque du Bangladesh. Un compte opérationnel libellé en monnaie locale sera employé pour les dépenses au jour le jour.
16. Audit. Des vérifications des comptes sont réalisées périodiquement par l'unité d'audit interne de l'organisme d'exécution. En ce qui concerne l'audit externe, les comptes du projet sont vérifiés par l'institution d'audit suprême – le Bureau du Contrôleur et de l'Auditeur général, par l'intermédiaire de sa Direction de l'audit des projets bénéficiant d'une aide extérieure (FAPAD) – conformément aux normes internationales en matière de vérification des comptes. L'audit le plus récent du projet (exercice financier 2014) a donné lieu à l'émission d'une opinion sans réserve. L'audit 2015 est actuellement en cours.

V. Modifications qu'il est proposé d'apporter à l'accord de financement

17. Une fois que le Conseil d'administration aura approuvé le prêt supplémentaire, l'accord de financement sera modifié en conséquence. Ce financement complète le plan de financement initialement approuvé lors de la conception du projet et, comme indiqué, n'entraîne aucun changement dans la description, la zone d'intervention ou les groupes cibles du projet. Aucune nouvelle catégorie de dépenses ne sera créée.

VI. Instruments et pouvoirs juridiques

18. Un amendement à l'actuel accord de financement entre la République populaire du Bangladesh et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'emprunteur.

19. La République populaire du Bangladesh est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un prêt du FIDA.
20. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

VII. Recommandation

21. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République populaire du Bangladesh un prêt à des conditions particulièrement favorables d'un montant équivalant à quatorze millions deux cent cinquante mille droits de tirage spéciaux (14 250 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Kanayo F. Nwanze